

N°7 / Décembre 2025

Magazine
KAS Éco



**KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG**
Algérie



Crises et rebonds : l'économie mondiale à l'aube de 2026

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

www.kas.de/algerien

Sommaire

Éditorial	2
L'Entretien avec l'économiste Brahim Guendouzi	3
L'économie algérienne reste vulnérable aux chocs externes	7
Allemagne : L'économie devrait progresser légèrement en 2026	9
Algérie-Allemagne : Un partenariat renforcé	11
L'économie mondiale : Une croissance modérée est attendue en 2026	13
Vers un ralentissement du commerce mondial en 2026	15
Une année paradoxale pour le secteur énergétique mondial	17

Éditorial

Fidèle à ses valeurs de dialogue, de coopération internationale et de promotion d'une économie sociale de marché, la Fondation Konrad Adenauer accorde une attention particulière à l'analyse des dynamiques économiques et à leur impact sur le développement durable et la stabilité. À travers KAS ECO, la Fondation propose des éclairages rigoureux sur les enjeux économiques, tout en renforçant les passerelles entre l'Algérie, l'Allemagne et leur environnement international. Ce septième numéro de KAS ECO clôt l'année 2025 en offrant une rétrospective des principaux faits économiques ayant marqué l'Algérie, l'Allemagne et l'économie mondiale, tout en esquissant les perspectives pour 2026. Dans un contexte international en mutation, ce numéro analyse les dynamiques économiques, les choix stratégiques opérés et les défis à venir, permettant de mieux comprendre les forces et les opportunités qui se dessinent à l'échelle nationale et internationale.

L'édition revient en premier lieu sur les grandes orientations économiques adoptées en Algérie au cours de l'année écoulée, les avancées en matière de diversification et les enjeux structurels qui demeurent. L'année 2025 a été marquée par une dynamique positive, avec une croissance estimée à 3,8% selon la Banque mondiale, portée par les secteurs hors hydrocarbures, une demande intérieure soutenue et un regain d'investissement public et privé. L'inflation est restée modérée et certains indicateurs macroéconomiques se sont améliorés, bien que des défis structurels subsistent pour assurer une croissance durable et diversifiée.

Parallèlement, l'Allemagne a connu une année de consolidation économique, avec une croissance modérée mais stable. Si certains défis persistent, tels que les coûts salariaux élevés et la nécessité de renforcer la compétitivité industrielle, le pays continue d'innover et d'investir dans la transition énergétique, la digitalisation et les technologies avancées. Le marché de l'emploi est resté solide, soutenant la consommation intérieure, et ces atouts offrent de bonnes perspectives pour 2026, avec une reprise progressive attendue grâce à l'investissement dans les secteurs stratégiques et le renforcement des exportations.

Un accent particulier est mis sur la coopération algéro-allemande, illustrée par la tenue du German-Algerian Investment-Summit (GAIS) 2025, organisé à Alger les 9 et 10 décembre par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK) à l'occasion de son 20^e anniversaire. Cette première édition a constitué une étape majeure dans le renforcement du partenariat économique bilatéral, réunissant institutions et acteurs économiques des deux pays autour de projets concrets. Le GAIS 2025 a permis la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente dans les domaines de l'investissement industriel, de l'énergie, de la digitalisation et de la formation, favorisant le transfert de savoir-faire, la création de valeur locale et l'émergence de chaînes de valeur durables.

Sur le plan mondial, l'économie a montré une résilience notable en 2025, malgré des tensions commerciales, des perturbations d'approvisionnement et des incertitudes géopolitiques. Selon les perspectives du Fonds monétaire international, la croissance mondiale est projetée à environ 3,2% en 2025 et à 3,1% en 2026, un rythme légèrement inférieur à celui d'avant la pandémie de COVID 19 tout en restant stable dans un contexte de ralentissement généralisé. Les perspectives restent sensibles aux évolutions de l'inflation, des politiques monétaires et des interactions entre grandes économies. Les institutions internationales anticipent une poursuite d'une croissance mondiale modérée, tout en soulignant les opportunités pour renforcer les chaînes de valeur et soutenir le développement économique global, à condition de gérer efficacement les tensions commerciales et les risques géopolitiques.

Enfin, ce numéro aborde également les grandes tendances du commerce mondial, les évolutions de l'économie internationale et les enjeux du secteur énergétique, en s'appuyant sur les projections des principales organisations internationales. KAS ECO No 7 se veut ainsi un outil de réflexion et d'analyse, permettant de mieux appréhender les perspectives économiques de 2026 et de renforcer la coopération durable entre l'Algérie, l'Allemagne et leurs partenaires.



L'entretien

Brahim Guendouzi

Économiste & Enseignant-chercheur à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou

« En 2025, l'économie algérienne a connu une dynamique de diversification réelle »

*Dans cet entretien, le professeur **Brahim Guendouzi** revient sur les faits saillants ayant marqué l'actualité économique en Algérie et dans le monde durant l'année 2025. Enseignant-chercheur à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, il a, à son actif, deux ouvrages, l'un consacré aux relations économiques internationales, et l'autre, au commerce international. Actuellement, il est gérant du Bureau de Consulting et Recherche & Développement (BCRD), filiale commerciale de l'Université de Tizi-Ouzou.*

Quels sont les faits saillants ayant marqué l'économie nationale en 2025 ?

Trois faits sont à retenir car inédits pour l'économie nationale. En premier lieu, la croissance économique robuste de 4,5% hors hydrocarbures est enregistrée et qui confirme que le processus de diversification du tissu économique est enclenché. Les données récentes de l'ONS et de la Banque Mondiale en font part de cette nouvelle dynamique enregistrée dans différents secteurs d'activités. Le second fait saillant est l'attèlement de l'Algérie à répondre au Groupe d'action financière, GAFI, après son inscription sur sa liste grise des pays ayant des failles dans leurs dispositifs de lutte contre les crimes liés au blanchiment d'argent. En plus de la révision de la loi du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, plusieurs autres mesures sont déjà opérationnelles comme celles prises dans le cadre de la loi de finance 2025 consistant à rendre obligatoire les paiements scripturaux dans les transactions commerciales liées à l'immobilier, les véhicules, les yachts ainsi que les contrats d'assurances. Il y a aussi le renforcement des contrôles aux frontières, la limitation des exportations de devises à 7500 euros par an, le gel des avoirs suspects, l'identification des bénéficiaires effectifs, etc. Le troisième événement économique à trait à l'organisation par l'Algérie de la 4e édition de l'Intra-African Trade Fair, IATF. Cette manifestation commerciale est perçue comme une opportunité stratégique pour le pays qui veut se positionner comme hub économique en Afrique, d'une part, et aussi pour les entreprises nationales qui cherchent à pénétrer les marchés africains, d'autre part. Un tel événement d'envergure continentale, pourra ouvrir de nouvelles perspectives à la diversification des exportations hors hydrocarbures, grâce aux nouveaux avantages liés aux concessions tarifaires qu'accorde la Zone de Libre-échange Continentale Africaine, ZLECAF, ainsi qu'à la réduction des coûts commerciaux.

L'Algérie a enregistré une croissance de 3,9 % au deuxième trimestre 2025, portée par le PIB hors hydrocarbures. Quels secteurs ont été les principaux moteurs de cette croissance hors hydrocarbures ?

Les secteurs d'activités les plus performants en 2025 selon l'ONS, incluent l'agriculture avec +6,1 %, l'industrie agro-alimentaire avec +5,6 %, l'industrie du cuir et chaussures enregistre +15,4 %, le commerce pour +8,9 ainsi que la construction et les services qui marquent une forte contribution. Le secteur pharmaceutique continue également sur sa lancée avec de bonnes performances. Ces chiffres montrent que l'économie nationale a tendance à s'appuyer de plus en plus sur des activités productives non liées au pétrole et au gaz. La demande intérieure et l'investissement privé ont joué un rôle déterminant dans cette dynamique.

Et Quels risques persistent malgré cette dynamique positive observée en 2025 ?

L'économie algérienne connaît actuellement une dynamique de diversification réelle qui ressort à travers le niveau de croissance atteint hors hydrocarbures dont le taux avoisine 4,5% en 2024, et la même tendance est observée pour 2025. Au-delà de cette évolution positive, des handicaps à l'investissement persistent encore comme la rareté du foncier industriel dans certaines wilayas, l'accès au financement, particulièrement pour les PME, la problématique de la logistique, le marché du travail manquant de flexibilité, etc. La transformation numérique apporte également des atouts importants aux entreprises à condition qu'elles sachent s'adapter et exploiter les gisements d'opportunités qui existent dans l'économie numérique.

Le Projet de loi de finances 2026 prévoit une croissance de 4,1 %, grâce aux performances attendues des secteurs hors hydrocarbures. La Banque mondiale, quant à elle, prévoit une croissance de 3,3 %. Qu'en pensez-vous et quels secteurs hors hydrocarbures pourraient jouer un rôle moteur ?

Une croissance économique à 4,1% pour 2026 est possible d'être réalisée pour trois raisons : la bonne tenue que connaissent certains secteurs hors hydrocarbures comme l'agriculture, l'industrie manufacturière dont les ISMME et le pharmaceutique et enfin les services. Le second facteur réside dans l'investissement productif avec de nombreux projets soumis à l'AAPI dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement. Une partie de ces projets peut entrer en exploitation en 2026. Enfin, la consommation finale est relancée, grâce en grande partie à la dépense publique et aux transferts sociaux. Cependant, l'hypothèse implicite liée aux cours du pétrole brut, pourrait perturber la croissance économique dans sa globalité en cas d'un retournement brusque du marché pétrolier international, du fait même que l'économie algérienne demeure encore une économie extravertie.

D'autre part, et selon les dernières données de la Banque Mondiale et de l'ONS, la croissance économique est portée par une diversification marquée. En premier lieu, l'Agriculture et son interface l'industrie agroalimentaire, montrent une résilience forte. Ensuite, il y a l'industrie manufacturière avec une hausse globale de la production industrielle sur l'année 2024. On y distingue la branche des Industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Électriques et Électroniques (ISMME), la plus performante en termes croissance. Les mines et Carrières ainsi que le secteur des matériaux de Construction sont également en pleine expansion. Il y a aussi et surtout l'industrie pharmaceutique qui accumule des capacités de production avec 218 usines en activités représentant près de 30 % de la production pharmaceutique africaine en 2025. Enfin, le secteur tertiaire reste un poids lourd du PIB national avec des activités liées au commerce, les transports et la communication.

Plusieurs salons et foires économiques ont marqué l'année : Agroalimentaire, Industrie, Startups, Batimatec, etc. Quel rôle ont joué ces événements dans la promotion de l'investissement et la diversification économique ?

L'organisation de salons spécialisés au niveau de certains secteurs exprime déjà un certain niveau organisationnel atteint de la part des opérateurs économiques nationaux qui veulent insuffler une nouvelle dynamique à leurs activités productives. Les manifestations commerciales de ce type répondent justement à plusieurs objectifs : prospection, information technique, communication et identification de nouvelles opportunités. Les séances en B to B, B to C ou encore les ateliers interactifs, sont des leviers à travers lesquels les entreprises qui participent à ces salons et foires arrivent à s'affirmer sur un marché concurrentiel et à devenir compétitives.

L'Algérie a organisé la 4e édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine, IATF, jugé comme un événement d'une grande réussite. Comment évaluez-vous cet événement et qu'en est-il de l'intégration africaine, tant ambitionnée ?

L'IATF 2025 s'est imposée comme un rendez-vous commercial stratégique pour l'Afrique, à la croisée des chemins entre ambition continentale et réalités économiques locales. Son organisation à Alger, représente une opportunité stratégique pour l'Algérie ainsi que pour les entreprises nationales. Parmi les objectifs visés, pouvoir tirer pleinement profit de cette manifestation commerciale pour s'assurer un accès élargi au marché africain dans le cadre de la ZLECAF en signant des contrats d'exportation et de partenariat, ainsi que la valorisation du produit « Made in Algeria ». Les entreprises algériennes, particulièrement les PME, sont appelées à surmonter plusieurs obstacles structurels et opérationnels, pour pouvoir en tirer profit des possibilités offertes par l'organisation de l'IATF 2025 et surtout exploiter pleinement les mécanismes mis en œuvre par la ZLECAF pour développer le commerce intra-africain.

L'économie mondiale devrait rester résiliente avec une croissance de 3,3 % en 2026, malgré des tensions commerciales et politiques. Comment l'Algérie peut-elle tirer parti de cette dynamique ?

L'Algérie s'insère dans l'économie mondiale par ses ressources énergétiques et son positionnement géographique, mais son avenir dépendra de sa capacité à diversifier ses exportations, moderniser ses infrastructures et attirer des investissements étrangers. Son positionnement en tant que grand fournisseur de gaz naturel mais aussi futur producteur d'hydrogène vert à destination des pays de l'Union européenne, lui confère un rôle énergétique régional stratégique en méditerranée. Son ouverture vers le continent africain dans le cadre de la ZLECAF lui offre des opportunités de pénétration des marchés africains et développer ses exportations. La densification de son tissu industriel et le dynamisme de son agriculture l'assure d'une large base productive susceptible de la placer dans une trajectoire économique des plus prometteuses.

Quels risques persistent pour l'économie algérienne en 2026, notamment en matière de dépendance aux hydrocarbures et de diversification ?

La croissance économique souvent tirée par la dépense publique a tendance à maintenir une dépendance structurelle aux hydrocarbures, handicapant ainsi le secteur privé par manque de financement et de compétitivité, et pérennisant aussi un modèle de consommation essentiellement basé sur l'importation. D'où la nécessité de rompre avec ce schéma en accélérant la diversification grâce à une politique de substitution aux importations, d'une part, et par une orientation export pour les entreprises, tout secteur confondu, d'autre part. Il importe aujourd'hui de sortir de ce modèle en soutenant un processus de diversification industrielle durable et ce, par l'engagement d'une série d'actions à même de transformer l'environnement des affaires, la numérisation des services publics, la fluidité des financements et le développement de la logistique.

Quelles opportunités la transition énergétique offre-t-elle à l'Algérie pour attirer des investissements étrangers en 2026 ?

L'Algérie s'engage dans une nouvelle ère énergétique durable. L'objectif assigné est de produire 40% des besoins en électricité à partir des énergies renouvelables d'ici 2040. Actuellement, cette part est seulement de 2%, ce qui montre l'ampleur du défi. De par sa localisation géographique, l'Algérie dispose d'un des gisements solaires les plus élevés au monde. La durée d'ensoleillement sur la quasi-totalité du territoire national dépasse les 2000 heures annuellement. L'installation d'une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 15 000 MW à l'horizon 2035 est enclenchée. La première tranche de 3000 MW est en voie de réalisation. Le partenariat avec la Chine dans ce domaine est particulièrement avancé. Le programme d'efficacité énergétique actualisé vise à réaliser des économies d'énergies à l'horizon 2030 de l'ordre de 63 millions de tep, pour l'ensemble des secteurs (bâtiment et éclairage publique, transport, industrie). Le PLF 2026 prévoit plusieurs incitations fiscales comme par exemple l'admission en déductibilité plafonnée, pour la détermination du résultat fiscal, des dépenses engagées dans le cadre du développement de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables. C'est également le cas avec l'application du taux de 5% des droits de douane aux importations des matières premières destinées à la fabrication des panneaux solaires photovoltaïques.

La fin de l'année 2025 a été marqué par un événement important dans la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne. Quels sont les principaux résultats du German Algerian Investment Summit, GAIS 2025, notamment les mémorandums signés dans l'industrie, la digitalisation et la formation universitaire ? Et comment l'ouverture de l'Algérie aux entreprises allemandes peut-elle accélérer la modernisation industrielle et énergétique du pays ?

La Chambre Algéro-Allemande de Commerce et d'Industrie a organisé une manifestation pour célébrer son 20e anniversaire, mais aussi pour renforcer les partenariats et les investissements entre l'Algérie et l'Allemagne. Le German Algerian Investment Summit 2025, GAIS 2025, qui s'est tenu à Alger a traité des thèmes clés que sont la transition énergétique, le développement industriel, l'innovation technologique et les partenariats durables. Les opportunités d'investissement entre l'Algérie et l'Allemagne sont nombreuses, à l'instar du développement de centrales solaires, d'hydrogène vert ainsi que le transfert de savoir-faire. Le besoin de diversification hors hydrocarbures a suscité l'intérêt des deux parties, notamment à travers l'encouragement de la production des machines-outils, de l'ingénierie de précision ainsi que l'automatisation.

Quels secteurs stratégiques devraient être prioritaires dans la coopération bilatérale en 2026 ?

L'Algérie dispose d'un potentiel solaire exceptionnel, idéal pour produire de l'hydrogène vert via électrolyse alimentée par énergies renouvelables, tandis que l'Allemagne, engagée dans sa transition énergétique, cherche à diversifier ses sources d'importation et à sécuriser un approvisionnement durable. L'Algérie veut développer des infrastructures pour la production, le stockage et le transport de l'hydrogène. C'est à ce titre que le projet commun entre les deux pays « TaqatHy » vise à renforcer la coopération bilatérale dans ce domaine et encourage le partage d'expériences, le transfert de savoir-faire, l'assistance technique, et le développement de la fabrication locale d'équipements. Ceci est d'autant plus que le projet SouthH2 corridor, agréé par l'Union européenne, devrait relier l'Algérie et la Tunisie à l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, sur une distance de 3300 km. Un projet stratégique et indispensable à l'approvisionnement sécurisé des trois pays européens en hydrogène vert renouvelable à des prix compétitifs.

La croissance mondiale est restée atone autour de 3,3 %, malgré une légère amélioration par rapport à 2024. Quels sont les facteurs ayant limité la reprise économique mondiale en 2025 malgré une croissance légèrement meilleure ? Et quel est l'impact des conflits géopolitiques sur les chaînes d'approvisionnement et les prix de l'énergie ?

Depuis la fin de la pandémie, la relance de l'économie mondiale est freinée par plusieurs facteurs majeurs : incertitudes géopolitiques résultant notamment de la guerre en Ukraine et la situation au Moyen Orient, etc. ; endettement élevé de certains pays comme la France, l'Italie et beaucoup de pays africains ; des tensions commerciales, particulièrement entre la Chine, les USA ou encore les faibles investissements et pressions inflationnistes comme le problème des hausses des taux d'intérêt par les Banques centrales. Ceci a fait en sorte que la reprise économique mondiale soit contrariée par plusieurs chocs successifs et des réorientations politiques qui ont rendu l'environnement économique international instable et imprévisible. Les conflits géopolitiques, en particulier la rivalité entre la Chine et les États-Unis, entraînent une révision des chaînes de valeurs mondiales. On observe d'ailleurs une tendance à la fragmentation en blocs géopolitiques, une relocalisation partielle des productions stratégiques, et une diversification des partenaires commerciaux pour réduire la dépendance à un seul pays ou région. C'est ainsi que les entreprises européennes cherchent aujourd'hui à relocaliser certaines productions stratégiques, comme dans le secteur pharmaceutique, électronique, etc. pour réduire les risques. Il y a une montée de ce que l'on appelle nearshoring c'est-à-dire le rapprochement des sites de production vers les marchés de consommation. Au demeurant, la rivalité Chine-USA pousse à la reconfiguration structurelle des chaînes de valeur mondiales, pour plus de fragmentation, de nouvelles relocalisations et de diversification. Cela ouvre certes de nouvelles opportunités pour les pays du Sud global, mais augmente par ailleurs les coûts de production et réduit l'efficacité globale du commerce mondial. Sur un autre plan, les marchés énergétiques réagissent immédiatement aux tensions géopolitiques, même en l'absence de rupture physique des approvisionnements. Les cours du pétrole sont devenus erratiques et évoluent au gré des crises.



Résilience grâce aux hydrocarbures et aux dépenses publiques

L'économie algérienne reste vulnérable aux chocs externes

L'économie algérienne en 2025 a montré une résilience grâce aux hydrocarbures et aux dépenses publiques, mais reste vulnérable aux chocs externes. L'économie a affiché une croissance modérée autour de 3,4 %, soutenue par des dépenses publiques record et la demande énergétique européenne. Les exportations de gaz naturel vers l'Europe renforcent la position stratégique de l'Algérie, mais la dépendance aux hydrocarbures reste un défi majeur. Durant l'année qui s'achève, le contexte externe a été marqué par des prix du gaz et du pétrole volatils mais favorables en moyenne et une demande de l'UE stable en gaz. Par contre, les importations de biens d'équipement ont été en hausse pour les projets industriels. Les prévisions tablaient sur une croissance de 4,5% à 5% pour l'année 2025, avec le chiffre de 4,1% (Banque Mondiale). Les exportations de gaz naturel vers l'Europe renforcent la position stratégique de l'Algérie, mais la dépendance aux hydrocarbures reste un défi majeur. Durant l'année qui s'achève, et compte tenu du contexte externe, marqué par des prix du gaz et du pétrole volatils mais favorables en moyenne et une demande de l'UE stable en gaz, les importations de biens d'équipement ont été en hausse pour les projets industriels. Par ailleurs, une dynamique hors hydrocarbures provenant des industries à substitution d'importations comme le ciment, l'acier, l'agroalimentaire, le pharmaceutique, les télécoms et les services, etc. commence à émerger, mais reste fragile. D'ailleurs, une nette progression a été enregistrée dans les exportations hors hydrocarbures avec notamment des matériaux de construction (clinker/ciment), des produits métallurgiques, des produits agroalimentaires transformés (dattes, conserves) et des produits chimiques et engrais. Des exportations certes encore modestes mais en hausse, selon les données des douanes algériennes qui les évalue à environ 1,5 milliard USD, soit moins de 3 % du total des exportations du pays.

Quant aux destinations de ces produits exportés, il y a surtout les pays européens (France, Espagne, Italie), des pays maghrébins et quelques marchés africains. Cela dit, l'économie algérienne en 2025 restait fortement dépendante des hydrocarbures (plus de 97 % des recettes d'exportation) et les exportations hors hydrocarbures sont limitées par la faible diversification industrielle, le manque de compétitivité et les contraintes logistiques. En outre, les politiques de soutien à la diversification (plans industriels, encouragement des PME exportatrices) sont encore embryonnaires.

D'autre part, le gouvernement a mis l'accent sur le maintien de la paix sociale via des subventions et le soutien au pouvoir d'achat. Le pays poursuit une politique de diversification économique, avec des prévisions de PIB atteignant environ 255-279 milliards USD, tout en gérant prudemment les finances publiques, malgré une augmentation de la dette publique. La Banque mondiale prévoit une progression du PIB de 3,4 % en 2025 et la Loi de Finances 2025 atteint un niveau historique de 128 milliards USD, marquant une volonté de soutenir l'activité et le pouvoir d'achat. Selon les chiffres communiqués par l'Office national des statistiques (ONS), 2025 marque une année de désinflation en Algérie, offrant un répit aux ménages après deux années de forte hausse. Le taux d'inflation en Algérie en 2025 a fortement ralenti, oscillant entre -1,8 % (déflation en septembre) et environ +1,3 % en fin d'année, après avoir dépassé 9 % en 2022-2023. Autrement dit, 2025 marque une année de stabilisation des prix, avec une tendance générale à la baisse. En effet, le début de l'année a connu une poursuite de la décrue amorcée en 2024, grâce à la stabilisation des prix agricoles et à la modération des coûts d'importation. A la mi-2025, plusieurs mois consécutifs de déflation (jusqu'à -1,8 % en septembre) et à la fin de l'année, les modèles anticipent un retour autour de +1,3 %, selon les données officielles. La tendance est favorable pour 2026, mais dépendra de la capacité à consolider la production locale et à gérer les chocs externes, relève-t-on.

Autre défi, et non des moindres, pour l'économie algérienne est la création d'emplois. En 2025, le taux de chômage en Algérie est estimé autour de 11,3 %, selon les prévisions macroéconomiques, avec une tendance à la baisse par rapport aux années précédentes. Alors que l'ONS avait corrigé ses données et fixé le taux de chômage à 9,7 % en 2024, les projections internationales (Trading Economics) indiquent un taux de 11,3 % en moyenne en 2025. Un chômage qui devrait se stabiliser autour de 11,2 % en 2026 et 11 % en 2027, selon les modèles économétriques d'organisations spécialisées.

En résumé, 2025 est une année de consolidation et de transformation pour l'économie algérienne, avec des indicateurs positifs dans la croissance et la maîtrise de l'inflation, soulignant les progrès vers une économie plus diversifiée. Pour 2026, les perspectives restent positives avec une croissance estimée à 3,3 %, mais conditionnées à la réussite des réformes structurelles et à la stabilité des marchés pétroliers. A cet effet, la loi de finances 2026 s'inscrit dans la continuité de la consolidation et de la diversification, avec une trajectoire prudente fondée sur des hypothèses réalistes de prix des hydrocarbures et une montée des recettes hors pétrole avec l'amélioration de la fiscalité ordinaire via élargissement de l'assiette, la digitalisation et la lutte contre l'informel. En matière de dépense, la priorité a été donnée aux investissements structurants (énergie, eau, transports, santé, éducation) et le soutien ciblé au pouvoir d'achat. Il est attendu en 2026 une croissance autour de 3,2-4,0 % ; une inflation entre 5,0-6,5 % en moyenne ; des exportations de l'ordre de 52-68 Mds USD et des importations variant entre 42-54 Mds USD. En matière d'investissement, le cap est mis sur des projets industriels et des infrastructures ; des IDE orientés vers l'énergie, les matériaux et agro ainsi que des besoins de partenariats technologiques avec des pays de l'UE, comme l'Italie et l'Allemagne, mais aussi d'autres pays à l'instar de la Turquie et de la Chine, entre autres.



Allemagne

L'économie devrait progresser légèrement en 2026

En 2025, l'économie allemande reste fragile, marquée par une stagnation après deux années de récession. Pour 2026, les prévisions annoncent une croissance modeste, autour de 0,8 à 1%, selon plusieurs instituts économiques allemands, mais les incertitudes liées à la politique commerciale américaine et à la compétitivité allemande demeurent fortes. En effet, et après trois années de stagnation, l'économie allemande ne connaîtra qu'une timide reprise en 2026, avant de s'accélérer grâce à l'augmentation des dépenses publiques, selon les prévisions économiques de la banque centrale de la république fédérale d'Allemagne, la Bundesbank. Cette dernière, prévoit une croissance de 0,2% du produit intérieur brut (PIB) en 2025, alors qu'elle avait précédemment prévu une stagnation, tandis que la croissance pour l'année prochaine est estimée à 0,6%, contre 0,7% dans ses prévisions de juin dernier.

En stagnation depuis 2023, la plus grande économie européenne a vu son vaste secteur industriel évincé des principaux marchés d'exportation en raison des prix, tandis que les consommateurs nationaux préfèrent épargner et que le gouvernement a réduit les dépenses publiques. Un changement s'est toutefois amorcé en mars dernier, lorsque le chancelier Friedrich Merz a approuvé de nouvelles règles en matière de dépenses, modifiant notamment le frein constitutionnel à l'endettement. « L'augmentation des dépenses dans les domaines de la défense et des infrastructures a stimulé la reprise de l'industrie et redonné confiance aux consommateurs », estime la banque centrale allemande pour qui, « la croissance économique se renforcera nettement à partir du deuxième trimestre 2026, principalement grâce aux dépenses publiques et à la reprise des exportations. » Un scénario optimiste qui prévoit une reprise grâce également à la hausse des salaires, stimulant la consommation et les réformes structurelles du nouveau gouvernement. Cependant, certains experts estiment que l'Allemagne pourrait continuer sa « traversée du désert » en raison de la perte de compétitivité industrielle, des incertitudes liées à la bureaucratie et aux chaînes d'approvisionnement et la concurrence chinoise ou encore la guerre commerciale avec les États-Unis.

Forte croissance des salaires et inflation

Les changements dans les projections d'inflation sont beaucoup plus importants, avertit la Bundesbank, et ce, en raison d'augmentations inhabituellement fortes des prévisions de croissance des salaires, qui pourraient rester supérieures aux moyennes à long terme pendant les années à venir. En effet, les salaires réels augmenteront de 4,7% en 2025 et de 4,0% en 2026 dans l'ensemble, pour ensuite ralentir à 3% au cours des années suivantes, dans un contexte de faible taux de chômage, de pénurie de main-d'œuvre et d'augmentation du nombre d'heures travaillées, indique-t-on. La forte croissance des salaires maintiendra l'inflation à un niveau plus élevé que prévu et les prix à la consommation augmenteront de 2,2% l'année prochaine, contre une prévision de 1,5% auparavant, a-t-on fait savoir.

Cette révision des perspectives concernant l'évolution des prix est l'une des principales raisons pour lesquelles la Banque centrale européenne (BCE) a relevé sa propre projection d'inflation pour la zone euro à 1,9% pour 2026, contre 1,7% précédemment.

Par ailleurs, la banque centrale a averti que les projets de dépenses conduisent l'Allemagne vers son plus important déficit depuis la réunification entre l'Est et l'Ouest il y a trois décennies, et a demandé que des mesures urgentes soient prises pour contrôler les finances publiques. Selon la Bundesbank, ces investissements, combinés aux réductions d'impôts et aux transferts, porteront le déficit public à 4,8% du PIB en 2028, soit son plus haut niveau depuis 1995. Cela dit, et en attendant, l'Allemagne demeure ce grand pays, 3e exportateur mondial en 2025, derrière la Chine et les États-Unis. Les principaux produits exportés sont les automobiles, les machines industrielles, les produits chimiques, ou encore des équipements médicaux. Quant aux destinations majeures de ces exportations, elles sont vers l'Union européenne (France, Pays-Bas, Italie), États-Unis et Chine. Il y a lieu de signaler que les exportations automobiles et chimiques restent des piliers, mais sont fragilisées par les transitions géopolitiques et énergétiques et l'industrie reste confrontée à des coûts élevés de l'énergie et à une concurrence accrue sur les marchés mondiaux. Enfin, les importations allemandes portent principalement sur l'énergie (gaz et pétrole), les composants électroniques et les matières premières. Les principaux fournisseurs sont la Chine, la Pologne, les Pays-Bas et les États-Unis.



Algérie-Allemagne

Un partenariat renforcé

En 2025, la coopération économique entre l'Algérie et l'Allemagne s'est intensifiée, avec des accords majeurs dans l'industrie, le numérique et la formation. Les deux pays ont lancé des programmes de jumelage institutionnel et organisé un sommet d'investissement germano-algérien pour renforcer leurs partenariats. En effet, et au mois de novembre dernier, l'Algérie et l'Allemagne ont lancé un programme de jumelage institutionnel visant à renforcer les capacités de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Ce projet s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique Algérie-UE et a pour objectif d'améliorer l'attractivité économique du pays. En décembre, le sommet d'investissement germano-algérien dénommé GAIS 2025 (German Algerian Investment Summit) a été organisé à Alger. Un sommet qui a réuni des responsables politiques et économiques des deux pays, comme il a mis en avant les vastes opportunités offertes aux entreprises allemandes dans l'industrie algérienne. Le sommet a été marqué par la mise en place d'un ensemble de panels donnant ainsi la parole à des praticiens et experts qui partageront des expériences concrètes dans leurs domaines respectifs. Que ce soit dans la transition énergétique, le made in « Algeria » au « made with Germany », ou encore la digitalisation comme moteur de croissance – opportunités pour les start-up, l'administration et l'industrie –, les experts des deux pays ont toute la latitude pour explorer autant d'opportunités de coopération entre les deux pays.

L'évènement a été clôturé avec des signatures de contrats entre les deux parties. L'on peut citer au passage le partenariat entre BAYER et l'université de Blida ou encore le lancement d'une conception locale d'une pompe chez KSB, sans oublier la signature d'un protocole d'accord entre Siemens et INET. Plusieurs entreprises allemandes ont officialisé des projets en Algérie comme KSB dans la production locale de pompes et vannes et dont l'entrée en production est prévue en 2026. Il y a également Reichhart Logistic dans le soutien à l'industrie automobile, ou encore Weiss Chemie Technik dans la fabrication de colles et adhésifs et Bayer dans l'accompagnement dans la formation agricole et pharmaceutique.

Pour sa part, Siemens Algérie, société née d'un investissement direct étranger allemand et présente en Algérie depuis plus de 63 ans, a signé, en marge du GAIS, un Memorandum of Understanding (MoU) avec Inet, un partenariat public-privé algérien, pour développer une coopération stratégique dans le domaine de la digitalisation et de la numérisation. Les deux partenaires se sont engagés à conjuguer leurs expertises complémentaires : INET, acteur clé de la numérisation, et SIEMENS, comme leader mondial dans la conception et l'équipement d'infrastructures et de solutions digitales pour l'industrie et les services. Ensemble, ils travailleront à la localisation de solutions technologiques essentielles, notamment pour la mise en place de data centers et d'infrastructures critiques, indispensables au bond technologique que connaît l'Algérie, selon les dires des responsables de Siemens Algérie.

Enfin, et pour résumer, la coopération Algérie-Allemagne a franchi un cap stratégique en 2025. Elle ne se limite plus aux échanges commerciaux mais s'étend à l'investissement industriel, au numérique et à la formation. Ce rapprochement illustre une volonté commune : l'Algérie cherche à diversifier son économie et l'Allemagne à consolider sa présence en Afrique du Nord. La coopération a pris également une dimension géopolitique majeure puisqu'elle est désormais inscrite dans la stratégie énergétique de l'Allemagne en quête de nouvelles sources d'énergie pour réduire sa dépendance au gaz russe, et qui s'est tournée vers Alger comme partenaire privilégié. Siemens et Bosch, entre autres, ont multiplié les projets dans ce domaine. L'Algérie, de son côté, ambitionne de devenir un fournisseur stratégique d'hydrogène vert. Cette coopération énergétique s'inscrit dans une logique plus large de sécurisation des approvisionnements européens, l'Algérie devenant un pilier potentiel de la transition énergétique du continent.



L'économie mondiale a résisté en 2025

Une croissance modérée est attendue en 2026

En 2025, l'économie mondiale a été marquée par un ralentissement dû aux tensions commerciales, aux incertitudes géopolitiques et à une inflation persistante. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI), la croissance mondiale est restée résiliente mais en perte de vitesse, freinée par les barrières commerciales et l'incertitude politique. Les conflits régionaux, la guerre économique et les sanctions (notamment sur le pétrole vénézuélien) ont pesé sur les échanges internationaux. Une année marquée également par une inflation persistante : les coûts liés aux échanges commerciaux et la hausse des salaires ont entretenu des pressions inflationnistes, obligeant les banques centrales à maintenir des politiques monétaires restrictives, explique-t-on. Une année où les grandes économies ont perdu également de leur élan. La croissance des États-Unis devrait ralentir à 1,8 % en 2025, puis à 1,5 % en 2026.

L'Union européenne reste fragile avec une croissance modérée autour de 0,9 % en zone euro et 1,1 % dans l'UE en 2025. Et même si l'inflation est en baisse, passant de 2,4 % en 2024 à 2,1 % en 2025, des défis persistent à l'aube de la nouvelle année notamment la crise du secteur automobile, les tensions commerciales avec la Chine et les États-Unis, ou encore les débats autour du traité UE-Mercosur. La croissance de la Chine, quant à elle, devrait passer de 5 % en 2025 à 4,6 % en 2026, bien loin de la moyenne de 6,7 % enregistrée avant la pandémie. Les économies en développement ont souffert, de leurs côtés, d'une baisse des investissements étrangers et d'une difficulté à créer des emplois, accentuant les risques sociaux. L'Afrique se réorganise autour des trois puissances régionales (Afrique du Sud, Égypte, Algérie) et la tendance est à l'intégration continentale via la Zone de libre-échange africaine (ZLECAF), et ce, même si la croissance est encore insuffisante pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

En somme, l'année 2025 a été une année de ralentissement global, avec une économie mondiale sous pression mais évitant la récession généralisée. En 2026, une croissance modérée est attendue, mais elle dépendra fortement de la capacité des États à gérer l'inflation, les tensions commerciales et la transition énergétique. Et à ne croire les prévisions du FMI, une croissance proche de 3 % est attendue en 2026-2027, portée par une reprise en Europe grâce aux programmes de relance et des investissements verts. Pour les pays émergents, les perspectives restent limitées par la faiblesse des investissements étrangers, mais une stabilisation est envisagée si les tensions commerciales se réduisent. Les experts parlent d'un « recalibrage global » avec la fin de l'ère des taux bas et de l'énergie bon marché et la montée en puissance de l'intelligence artificielle et la transition énergétique. Cependant, ils mettent en garde contre l'intensification des guerres commerciales ; une inflation plus forte que prévue ainsi que l'instabilité géopolitique, notamment au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Euphorie des marchés financiers

En 2025, les marchés financiers ont connu une année euphorique portée par l'IA et la Tech, mais les projections pour 2026 annoncent davantage de prudence et de volatilité. En effet, l'année qui s'achève a été caractérisée par un contraste fort entre l'euphorie des marchés financiers et la fragilité de l'économie réelle. La croissance mondiale est au ralenti, les dettes publiques explosent, et les tensions géopolitiques menacent la stabilité. L'intelligence artificielle agit comme moteur d'investissement, mais aussi comme source de spéculation, indique la Banque mondiale (BM). Selon cette organisation internationale, 2025 connaît la plus faible croissance depuis 2008 (hors récessions), avec près de 70 % des économies ayant vu leurs prévisions revues à la baisse. Les marchés, notamment le Nasdaq, ont bondi de plus de 100 % en trois ans, principalement grâce aux géants de l'intelligence artificielle. Mais cette euphorie boursière contraste avec une économie réelle sous tension (inflation persistante, dettes publiques élevées, ralentissement industriel). Les dettes publiques atteignent des niveaux records et l'inflation reste persistante, pesant sur le pouvoir d'achat et les finances publiques. Les grands indices ont progressé de manière synchronisée. Le S&P 500 et l'Euro Stoxx 50 ont gagné plus de 16 % à fin 2025, tandis que le Nasdaq a bondi de 17 % malgré un contexte géopolitique tendu. Cependant, il y a lieu de signaler qu'une poignée d'entreprises liées à l'intelligence artificielle ont généré plus de la moitié des rendements du S&P 500 et près d'un tiers des gains mondiaux.

Pour 2026, les analystes recommandent de réduire l'exposition à la Tech américaine et de se tourner vers l'or et les valeurs européennes, jugées plus résilientes face à la volatilité. La Banque centrale des Etats-Unis (Fed) pourrait assouplir sa politique monétaire, ce qui soutiendrait les marchés, mais la Banque centrale européenne (BCE) est critiquée pour son « aveuglement monétaire » face aux tensions économiques. Les titres à revenu fixe devraient offrir des rendements plus attractifs en 2026, renforçant l'intérêt pour une allocation équilibrée entre actions et obligations, a-t-on soutenu. En somme, les analystes s'accordent pour dire que 2025 a été une année exceptionnelle pour les marchés financiers, mais 2026 devrait marquer un retour à la prudence, avec une diversification indispensable pour limiter les risques. Et d'avertir : « les marchés restent vulnérables à une correction si les valorisations excessives des géants technologiques ne sont pas compensées par une croissance réelle ». Comme ils ont mis en garde la dépendance aux valeurs IA qui pourrait fragiliser les marchés en cas de retournement ou encore les tensions commerciales et énergétiques qui restent un facteur de risque majeur. « Les décisions de la Fed et de la BCE seront déterminantes pour la stabilité des marchés », a-t-on conclu.



Après une année record en 2025

Vers un ralentissement du commerce mondial en 2026

Le commerce mondial de biens et de services a continué de croître au second semestre 2025. Si les prévisions se confirment, le commerce mondial dépassera cette année 35 000 milliards de dollars pour la première fois – une augmentation d'environ 2 200 milliards de dollars, soit environ 7 %, par rapport à 2024, indique l'ONU commerce et développement (CNUCED). Le commerce de biens représentera environ 1 500 milliards de dollars de cette hausse, tandis que les services devraient croître d'environ 750 milliards de dollars, soit près de 9 %. À l'avenir, la dynamique devrait s'affaiblir en 2026, prédit la même source, pour qui, le ralentissement de la croissance mondiale, l'augmentation de la dette, la hausse des coûts du commerce et la persistance de l'incertitude devraient peser sur les flux commerciaux.

En 2025, le commerce Sud-Sud a dépassé la moyenne mondiale. En effet le commerce entre économies en développement a progressé d'environ 8 % au cours des quatre derniers trimestres, « montrant une résilience croissante dans les régions en développement », indique la même source, qui précise toutefois, que les pressions liées à la dette continuent de peser sur de nombreuses économies en développement.

D'autre part, l'Asie de l'Est et l'Afrique ont été les régions qui ont affiché la plus forte croissance. En effet, les exportations de l'Asie de l'Est ont enregistré la plus forte croissance au cours des quatre derniers trimestres (9 %), avec une croissance du commerce inter-régional de 10 %. Le commerce inter-régional a également été dynamique pour l'Amérique du Sud, avec une hausse de 3 % au troisième trimestre et de 7 % au cours des quatre derniers trimestres. L'Afrique a affiché une solide croissance des importations – 10 % au cours des quatre derniers trimestres et 3 % au troisième trimestre. Ses exportations se sont également bien comportées au cours des quatre derniers trimestres, progressant de 6 %. Les exportations de l'Amérique du Nord ont reculé de 3 % au troisième trimestre mais ont progressé de 2 % au cours des quatre derniers trimestres. Les importations ont été plus soutenues, en hausse de 6 % sur la même période. L'Europe a continué de croître au troisième trimestre, mais à un rythme plus lent. Les exportations européennes ont augmenté de 2 % au trimestre et de 6 % sur les quatre derniers trimestres, tandis que les importations ont progressé de 1 % au troisième trimestre et de 8 % sur la même période.

Parmi les économies individuelles, la Chine et la République de Corée se distinguent en Asie de l'Est, tandis que le Brésil et l'Afrique du Sud sont des moteurs clés en Amérique du Sud et en Afrique. L'Inde et la Chine ont également affiché certaines des plus fortes croissances des exportations de services, soulignant le poids croissant des économies émergentes dans le commerce mondial.

Le secteur manufacturier reste solide, l'agriculture progresse

Par secteur d'activité, le rapport de l'ONU commerce et développement indique que le secteur manufacturier est demeuré un moteur majeur du commerce mondial au troisième trimestre, progressant de 3 % et s'étendant de 10 % sur les quatre derniers trimestres. L'électronique a mené la progression avec une croissance de 14 % pendant la même période, soutenue par une forte demande liée à l'IA. Le commerce agricole a fortement progressé au troisième trimestre (+8 %), avec des hausses notables pour les céréales (+11 %), les fruits et légumes (+11 %) et les oléagineux et huiles (+9 %). Au cours des quatre derniers trimestres, le secteur dans son ensemble a progressé de 6 %. Le secteur automobile est resté faible. Le commerce a diminué de 1 % au troisième trimestre et de 4 % sur les quatre derniers trimestres. La croissance du secteur au cours des quatre derniers trimestres provient presque entièrement des véhicules hybrides, en hausse de 22 %, tandis que le commerce des véhicules à moteur à combustion a reculé de 13 % et celui des véhicules électriques de 5 %. Dans les matières premières, le fer et l'acier ont enregistré la plus forte hausse, en progression d'environ 40 % depuis le troisième trimestre 2024. Mais le commerce global des ressources naturelles est resté modéré, sous l'effet des prix plus bas des combustibles minéraux, a-t-on relevé.

Par ailleurs, Le rapport de la CNUCED a montré que la concentration du commerce parmi les plus grandes économies a également augmenté, signalant qu'une part croissante des échanges s'effectue via un groupe plus restreint de grands acteurs. Comme il a montré aussi que le déplacement du commerce vers des partenaires politiquement alignés (friendshoring) et le déplacement vers des partenaires géographiquement plus proches (nearshoring) se sont de nouveau renforcés au troisième trimestre, les deux indicateurs se rapprochant de leurs moyennes à long terme de 2021 – inversant les baisses observées plus tôt dans l'année. De ce fait, les déséquilibres restent élevés, et le friendshoring et le nearshoring en se renforçant redéfinissent les modèles commerciaux.

Pour 2026, la CNUCED prévoit un ralentissement de la croissance alors que le recul de l'activité mondiale, la montée de la dette, la hausse des coûts commerciaux et une incertitude persistante pèsent sur les performances. Pour sa part, l'organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit un ralentissement marqué, avec une croissance quasi nulle ou négative. Ses projections évoquent une baisse autour de -0,2 %, avec des disparités régionales importantes. En Amérique du Nord, les exportations pourraient chuter de plus de 12 %, conséquence directe des hausses de droits de douane américains. En Europe et en Asie, le ralentissement sera moins brutal, mais impacté par la fragmentation des chaînes d'approvisionnement et la hausse des coûts énergétiques, a-t-on souligné. Explicitant ses prévisions, l'OMC indique que parmi les facteurs clés expliquant ce ralentissement, figurent d'abord les politiques tarifaires américaines : les hausses de droits de douane et mesures de réciprocité tarifaire créent un effet domino sur les flux commerciaux. La fragmentation économique est aussi un facteur à prendre en considération puisque, explique cette organisation internationale, « la mondialisation fluide des décennies passées est remplacée par un environnement plus incertain et régionalisé ». L'OMC cite également la fin de l'ère de l'énergie bon marché et des taux bas, ce qui renchérit les coûts logistiques. Enfin, et même si l'IA et le stockage numérique ont soutenu le commerce en 2025, elles ne suffisent pas à compenser les tensions structurelles, conclut la même source.



Une année paradoxale pour le secteur énergétique mondial

Les renouvelables explosent, mais les fossiles continuent de croître !

En 2025, le secteur énergétique mondial a connu une croissance soutenue des renouvelables mais aussi un nouveau record des émissions de CO₂, révélant un paradoxe : la transition progresse mais les fossiles restent dominants. En effet, et d'après les différents rapports d'organisations spécialisées, la consommation d'énergie a été en hausse en 2025. La demande mondiale a continué de croître, tirée par l'Asie et l'Afrique. Paradoxalement, et malgré un investissement de plus de 2 000 milliards de dollars dans les énergies propres en 2024, la sécurité énergétique reste fragile. Et pour la quatrième année consécutive, les émissions de CO₂ liées à l'énergie ont atteint un nouveau sommet, malgré l'essor des renouvelables. Le solaire et l'éolien ont connu une croissance près de neuf fois supérieure à celle de la demande énergétique, mais cela n'a pas suffi à freiner l'expansion des énergies fossiles. Le Forum Économique Mondial a noté une amélioration rapide de l'indice de transition énergétique, avec 65 % des pays en progrès. Les pays nordiques (Suède, Finlande, Danemark, Norvège, Suisse) sont en tête grâce à leurs politiques ambitieuses, a-t-on indiqué, et restent leaders mondiaux en transition énergétique.

Par régions, L'Afrique a vu une hausse de la demande énergétique, mais reste dépendante des fossiles. L'Algérie, le Maroc et l'Afrique du Sud ont lancé des projets solaires et éoliens majeurs. L'Europe, quant à elle, a souffert de la crise énergétique post-gaz russe, mais a massivement investi dans les renouvelables. Les États-Unis ont poursuivi leur transition énergétique, mais restent fortement dépendants du gaz et du pétrole. La Chine, de son côté, reste le premier investisseur mondial dans le solaire et l'éolien, mais continue d'utiliser massivement le charbon. Autre gros marché et grand consommateur d'énergie, l'Inde a intensifié ses projets solaires, mais sa demande énergétique explose. Les pays du Golfe ont, pour leurs parts, continué à investir dans le pétrole et le gaz, mais aussi dans le solaire (Arabie saoudite, Émirats) et l'Amérique latine (Brésil, Chili) a accéléré ses investissements dans le solaire et l'éolien.

Les projections à moyen terme montrent une hausse continue de la consommation d'énergie primaire, mais avec une part croissante des renouvelables et une stabilisation progressive des émissions si les politiques climatiques sont respectées. Les experts anticipent une montée en puissance des investissements durables, notamment dans l'hydrogène vert et les infrastructures de stockage. Pour eux, l'Europe devrait renforcer son rôle moteur, avec un regain d'intérêt pour les investissements de valeur et les projets bas carbone. De même que les repères traditionnels (énergie bon marché, mondialisation fluide, taux bas) ne sont plus la norme. Les décideurs doivent composer avec un environnement plus fragmenté et incertain, mais porteur d'innovations majeures. Pour 2026, les projections annoncent une accélération de la transition énergétique, avec davantage d'investissements dans l'hydrogène, le solaire et l'éolien, mais sous contraintes de sécurité énergétique et de financement. La transition devrait s'accélérer, avec une Afrique du Nord, notamment l'Algérie, qui pourrait devenir un fournisseur stratégique d'hydrogène vert pour l'Europe (Allemagne, Espagne). Pour sa part, l'Afrique subsaharienne mise sur l'électrification rurale via le solaire décentralisé. Accélération des projets d'hydrogène vert (Allemagne, Espagne). Déploiement de nouvelles interconnexions électriques transfrontalières pour sécuriser l'approvisionnement. Les États-Unis devraient renforcer l'hydrogène et le nucléaire de nouvelle génération. L'Amérique latine mise sur l'exportation d'énergie verte, notamment vers l'Europe.

La consommation mondiale de pétrole et de gaz reste en hausse

En 2025, la consommation mondiale de pétrole et de gaz reste en hausse. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande de pétrole atteint environ 104 millions de barils par jour (Mb/j), tandis que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) prévoit une croissance continue jusqu'à 123 Mb/j d'ici 2050. Ce qui montre que la sortie rapide des fossiles n'est pas pour demain, et est jugée « irréaliste » par l'OPEP, malgré les objectifs climatiques. D'ailleurs, l'agence internationale de l'énergie (AIE) estime les besoins d'investissement mondiaux dans le secteur pétrolier à 18 200 milliards de dollars d'ici à 2050. Le gaz naturel suit une trajectoire similaire et est perçu comme un « carburant de transition » et dont la consommation augmente fortement. Une offre soutenue par la demande énergétique en Chine et en Inde. Quant à la croissance annuelle, elle a été évaluée à +1 million de barils/jour par rapport à 2024. Parmi les facteurs clés de cette hausse, et en plus de la reprise économique post-COVID, figure la forte demande en Chine et dans d'autres pays asiatiques ainsi que la baisse des prix du brut qui favorise la consommation. Et bien que les chiffres précis pour 2025 varient selon les sources, les tendances montrent une croissance soutenue en Asie, où la Chine et l'Inde augmentent leurs importations de gaz naturel liquéfié (GNL). En Europe, la diversification des approvisionnements après la crise énergétique de 2022-2023, a vu une hausse des importations de GNL américain et qatari. Et alors que les États-Unis renforcent leur production (record) en gaz de schiste, renforçant ainsi leur rôle d'exportateur majeur, les tensions géopolitiques (Ukraine, Moyen-Orient) influencent les flux d'approvisionnement et les prix.

À moyen terme, l'AIE évalue à environ 5,8 millions de barils par jour (mb/j) de nouvelles capacités de raffinage qui devraient être mises en service. L'essentiel de ces capacités devrait être installé en Asie-Pacifique (3,2 mb/j), en Afrique (1,2 mb/j) et au Moyen-Orient (1 mb/j), représentant plus de 90 % des ajouts mondiaux d'ici 2030. Le taux annuel moyen mondial d'ajout de capacités pour la période 2024-2030 est estimé à un peu moins de 1 mb/j.

Les perspectives à moyen terme indiquent un marché aval équilibré en 2025 et 2026 par rapport à l'année de référence. Cependant, ce marché devrait se tendre de plus en plus entre 2027 et 2030. Le déficit entre la capacité de raffinage requise et la capacité potentielle devrait augmenter progressivement, passant de près de 0,5 million de barils par jour (mb/j) en 2027 à environ 1,6 mb/j en 2030, ce qui entraînera une hausse des taux d'utilisation des raffineries à l'échelle mondiale.

L'élan en faveur des énergies propres s'accroît

L'énergie solaire a pris son essor dans des régions autrefois considérées comme périphériques, de l'Europe centrale à l'Afrique. Les progrès rapides des technologies de batteries et la baisse des prix ont permis de rendre l'énergie solaire disponible 24h/24 crédible et quasi commerciale, ouvrant la voie à une production d'électricité de base sans énergies fossiles dans les régions ensoleillées, indique le think tank Ember. Et d'indiquer : « L'essor de l'électrotechnique – énergie solaire, éolienne, batteries et électrification des transports, du chauffage et de l'industrie – est devenu le principal moteur de la croissance énergétique mondiale, sous l'impulsion de la Chine, première puissance mondiale de l'électrotechnique ». Pour les experts d'Ember, et face à la demande croissante en intelligence artificielle et en centres de données, l'énergie propre et les réseaux électriques performants sont devenus un atout concurrentiel majeur pour les économies modernes. Selon les données de ce Think tank, l'énergie solaire et éolienne ont fourni 17,6 % de l'électricité mondiale au cours des trois premiers trimestres de 2025, contre 15,2 % sur la même période l'année précédente, portant ainsi la part totale des sources bas carbone à 43 %. Ainsi, et pour la première fois sur une période prolongée, les énergies renouvelables, incluant le solaire, l'éolien, l'hydraulique et des sources plus modestes comme la géothermie, ont produit plus d'électricité que le charbon. Au cœur de cette transition se trouve le solaire, dont la croissance a été plus de trois fois supérieure à celle de toute autre source d'électricité en 2025, confirmant ainsi son rôle prépondérant dans la transformation du système électrique mondial.

Une autre analyse a montré que le monde devrait ajouter 793 GW de capacité renouvelable en 2025, soit une hausse de 11 % par rapport aux 717 GW ajoutés en 2024. À ce rythme, une légère augmentation des installations annuelles suffira pour que le monde atteigne son objectif de tripler la capacité mondiale en énergies renouvelables d'ici 2030.

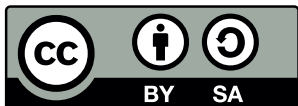
Enfin, les experts sont unanimes sur cette tendance qui se dessine clairement : l'énergie propre se développe à grande échelle, les marchés évoluent et le système électrique devient un enjeu stratégique majeur, de la croissance de l'IA à la sécurité énergétique. En 2026, le défi consistera à transformer cette dynamique en une transformation systémique, estime-t-on. « Les pays qui développeront le stockage d'énergie, élimineront les goulets d'étranglement du réseau, se fixeront des objectifs plus ambitieux et permettront aux marchés d'intégrer les énergies renouvelables façonneront la prochaine phase du leadership mondial » a-t-on conclu.

Nora Benldjoudi

157 rue Mohamed Zekkal
El Madania, Alger
+213 (0) 44 192 505
kasalgerie@kas.de

Éditeur : Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie, 2024, Alger

Cette publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. est uniquement à titre informatif.
Il ne peut pas être utilisé par des partis politiques, des militants électoraux ou des contributeurs
à l'intention de publicité électorale. Cela s'applique aux élections du Bundestag, du Landtag et
locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.



Le contenu de cette œuvre est sous licence « Creative Commons Attribution
Partage dans les mêmes conditions 4.0 international » CC BY-SA 4.0
(disponible sur : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)

Crédits photos
© stock.adobe.com